

1. Observations du jury

L'esprit de l'épreuve consiste à :

- Vérifier l'acquisition personnelle de connaissances en économie.
- Vérifier la capacité à exploiter un dossier documentaire.
- Faire la preuve d'une capacité à présenter de façon logique et organisée des informations : il s'agit d'une dissertation.

Il n'est pas question en deux heures de livrer une somme exhaustive ; il est cependant attendu des candidats une capacité à faire le tour des grandes idées sur la question. Le texte quoique relativement bref doit être dense et précis : il doit contenir des références aux travaux, aux concepts et aux mécanismes de l'analyse économique sur la question et ne pas être un étalage bavard de considérations assez vagues.

Le jury demande donc instamment aux candidats un effort accru quant à l'acquisition de connaissances lors de la préparation du concours. Il y a trop de copies faites de bavardages sans référence aux notions et travaux élémentaires de la science économique. Les candidats doivent acquérir et faire un usage scientifique des concepts-clés au regard du programme du concours.

Les connaissances sont d'autant plus importantes que les résultats scientifiques ne vont que rarement dans le sens commun : les copies qui se bornent à du commentaire n'en sont alors que plus catastrophiques.

Les sujets proposés depuis des années sont centrés sur des problématiques classiques bien repérées :

- de façon à pouvoir différencier les candidats par la notation. Il est demandé de classer les copies, plus que d'indiquer un niveau dans l'absolu.
- de façon à permettre de valoriser les candidats qui ont sérieusement préparé l'épreuve et qui mènent une réflexion argumentée de qualité utilisant les travaux des sciences économiques.

A. Remarques sur la forme

Année après année, la présentation des copies est en progrès : introduction, parties et conclusion sont visibles. Peu importe que le plan soit matérialisé par des numéros et des phrases soulignées ou non. Les sauts de lignes pour marquer les parties et les sous-parties (à ne pas négliger) sont aussi efficaces : c'est à votre convenance, dès l'instant que le correcteur peut aisément retrouver la structure du devoir.

Cependant, quelques prestations sont désinvoltes quant à l'orthographe. Elles restent peu nombreuses en proportion mais sont souvent assez chargées. Une relecture quelque peu attentive éviterait cela car ce sont des fautes qu'il est aisé de corriger avec moins de désinvolture.

Des candidats remettent encore des copies écrites à l'encre bleue très pâle : s'ils voulaient ne pas être lus par les correcteurs, ils ne s'y prendraient pas autrement ! Il faut soigner la forme.

Rappelons que l'introduction comporte trois parties : il s'agit d'abord d'amener le sujet, puis d'expliquer le problème, la question posée (la problématique) et enfin d'annoncer l'idée générale à démontrer et le plan (2 ou 3 parties). L'annonce du plan est obligatoire (elle présente en même temps ce que l'on veut démontrer) : il s'agit de répondre à la question posée. Le plan doit être clair, bien apparent (saut de lignes).

Les exigences de forme se justifient en particulier par le fait que les candidats auront

à mettre en œuvre des qualités de clarté de communication dans leur vie professionnelle.

Il faudrait encore faire un effort sur la structuration interne des parties en sous-parties. Chaque bloc doit mettre en avant une idée que le contenu vient étayer et démontrer : **dissserter, c'est démontrer**. La rédaction d'une phrase-titre pour chaque partie et sous-partie est impérative pour donner plus de cohérence aux devoirs (cf. corrigé infra), à condition qu'elle énonce une idée sous la forme d'une phrase courte mais éclairante. Cela éviterait le bavardage.

Et c'est là que le fond et la forme se rejoignent : la structuration interne des parties progressera dès que les candidats auront des connaissances plus affirmées sur le fond...

B. Analyse du sujet

Définir les termes clés est vital pour pouvoir expliciter la question posée, donner le sens du sujet (la problématique). Il faut absolument soigner cette partie du travail lors de la réflexion en début d'épreuve.

Nous attirons l'attention des candidats sur le fait que la compréhension par l'analyse des sujets soumis est une compétence professionnelle future : ils seront exposés à des demandes incessantes (on ne dira plus « sujet ») de la part de clients, de collaborateurs, de managers, etc. S'ils ne font pas attention à ce qui leur est demandé, ils s'exposent à de graves déconvenues dont la sanction sera autrement plus lourde que du rouge dans la marge et une mauvaise note au concours : attention !

Le jury réitère sa demande : l'introduction, outre les trois parties rappelées plus haut, doit comporter impérativement dans son contenu :

- La définition de **tous** les mots contenus dans le sujet
- Une définition du champ spatial et temporel de la question
- Une **explication de la question** posée (la problématique), qui ne soit pas une simple reformulation immédiate du sujet mais un court paragraphe présentant les enjeux de la question posée, les facettes du sujet, les sous-questions qui se posent : il faut expliquer votre compréhension de ce qui vous est demandé dans le sujet posé
- Une annonce de l'idée générale et du plan en réponse à la question posée

1. Le libellé

Tous les termes du sujet doivent être analysés.

- Termes clés :
 - « La déflation » : au sens strict, c'est la baisse du niveau général des prix cumulative et autoentretenu. Plus sûrement, dans un sens élargi mais bien plus pertinent, elle est à entendre comme une contraction des grandeurs nominales de l'économie : niveau général des prix, salaires, masse monétaire. Elle s'accompagne également de la contraction des grandeurs réelles (production, emploi, demande, etc.).
 - Le mot « déséquilibre » pouvait induire en erreur : le niveau général des prix, même bas, et a fortiori en baisse, correspond à des situations d'équilibre (l'offre et la demande se sont ajustées ; le problème est qu'elles se sont ajustées à un niveau faible, et de plus en plus faible). Erreur fréquente à propos de Keynes : pour lui, il y a équilibre (sur le marché des biens et des services) mais à un niveau de sous-emploi (déséquilibre) : équilibre de sous-emploi. Déséquilibre devait être pris dans le sens plus général de situation insatisfaisante, problématique, sous-optimale.

- Le champ spatial et le champ temporel ne sont pas précisés : il faut cependant les expliciter. Sans précision, le programme de l'épreuve est la référence. De l'éclectisme dans les situations, dans le temps comme dans l'espace, était le bienvenu. Cela accroît la richesse du contenu de la copie. Ici, ce sont les interrogations sur la période contemporaine immédiate mais également des situations connues dans l'histoire économique où cette situation pouvait être monnaie courante. Cela dépendait beaucoup de la culture en histoire économique des candidats.
- Mots de liaison, connecteurs.
 - Redouté : le sujet indique clairement qu'il porte sur les conséquences négatives de la déflation (on a rarement peur de quelque chose qui a des effets positifs, favorables !).
 - Ce côté négatif, redoutable, « éclairait » la lecture des documents : il conduisait en particulier à relativiser l'interprétation optimiste du début du document 1 (importance de l'expression « a priori »), à bien voir comment les moyens de lutte contre la déflation évoqués dans les divers documents étaient limités (difficiles à mettre en œuvre, limités dans leur efficacité)
 - Pourquoi ... redouté : il ne s'agissait pas d'un sujet sur les causes de la déflation mais sur ses conséquences (l'étude des causes pouvait être (et même devaient) entrer dans le sujet à la condition de les rattacher aux effets négatifs : des causes sur lesquelles on ne peut agir, ou sur lesquelles on agit mal ; des effets qui deviennent de nouvelles causes -le cercle vicieux, la spirale)

2. La problématique

Ce sont *les mots de liaison* qui définissent la « commande » qui vous est passée : le sujet est sur la déflation, certes, mais que me demande-t-on ? C'est l'analyse des mots de liaison, des connecteurs logiques, qui apporte la réponse (cf ; ci-dessus).

En définissant les mots de liaison, vous exprimez donc la problématique. Cela donne lieu dans l'introduction à un texte explicatif du sujet : ne vous contentez pas d'une pseudo reformulation du sujet qui n'apporte rien. Expliquez ce que vous avez compris du problème qui vous est soumis. Ce n'est pas non plus une série de questions façon brainstorming : cela peut être une pratique acceptable au brouillon mais la rédaction de la problématique ne peut aboutir à un paragraphe entièrement à la forme interrogative (assommant à lire). Expliquez donc simplement mais précisément ce que vous avez compris de ce qui vous est demandé dans le sujet.

Si vous faites l'effort de bien définir ce que l'on vous demande (et ce que l'on ne vous demande pas), votre travail en sera grandement facilité : on répond mieux à une question lorsque l'on a une bonne compréhension de la question...

3. Les documents

Surtout pour une épreuve brève, le dossier documentaire est choisi de manière à aider les candidats en leur fournissant des pistes de réflexion à expliciter et à compléter. Rappelons qu'il est inutile de recopier ou de paraphraser les documents : les correcteurs ne sont pas dupes et cela n'apporte rien. Cela irrite même les correcteurs. Des candidats s'obstinent pourtant.

Il faut cependant un minimum de connaissances pour pouvoir s'en servir. Les documents sont volontairement tronqués : ils donnent des amorces que les candidats doivent développer grâce à leurs connaissances. Ils lancent sur des pistes. Cela est très important à comprendre pour le candidat.

Exemples :

- document 1 première phrase : « a priori une bonne chose », « c'est le scénario libéral » : suggère qu'il y a d'autres aspects, qu'il y a d'autres interprétations possibles, d'autres mécanismes, en particulier l'attentisme des acheteurs, en situation de déflation : dans un contexte de baisse des prix, les acheteurs diffèrent leurs achats en attendant des prix encore plus bas, ce qui contracte encore plus les débouchés
- l'alourdissement des dettes : fin du paragraphe 1 : la déflation aggrave la situation des agents endettés.
 - Le document se borne à cette affirmation et est volontairement interrompu.
 - Il appartenait au candidat de l'explicitier. Pour cela, il devait connaître les notions de valeur nominale et de valeur réelle (les dettes [capital et intérêts débiteurs], inchangées en valeur nominale, deviennent, du fait de la baisse des prix des biens et services, « plus lourdes » en valeur réelle, en monnaie constante). Les candidats les plus au point ont su parler de l'effet Pigou (pour Pigou, la baisse générale des prix relance l'activité spontanément parce qu'elle un produit un effet de richesse positif, en valeur réelle) et de sa critique par Keynes (cet effet positif est contrebalancé par un effet de richesse négatif : l'alourdissement de la valeur réelle des dettes)
- document 1 toujours : « C'est pour cela que les banques centrales ... ont baissé leur taux d'intérêt, pour que l'économie reparte » . Il ne suffisait pas de reproduire cette idée dans la copie, il fallait la « prolonger », la justifier, l'argumenter en présentant un enchaînement d'effets (par exemple : coût du crédit bancaire moins cher => incitation aux achats => débouchés accrus, observés et anticipés => soutien à l'activité)
- documents 2 et 3 : références claires à la politique monétaire ; mais il n'y a rien dans le dossier, explicitement, sur cet autre grand outil de la politique économique, la politique budgétaire (qui pour Keynes, contrairement à ce que disent beaucoup de candidats, est l'outil essentiel). Élément important que les candidats devaient retrouver par eux-mêmes et intégrer à leur réflexion

Enfin, ce n'est pas parce qu'une idée est dans un document qu'elle est vraie... Il faut avoir un regard, scientifique. La paraphrase devient alors totalement catastrophique. Le document 1 en fournit un bon exemple avec les taux d'intérêt négatifs. Avec des taux réels, c'est tout à fait possible. Et avec des taux nominaux, aussi ! Regardez des articles de fin 2014 sur les conditions en Allemagne, ou en juin 2014 pour la BCE pour vous en convaincre. Au moment où vous prépariez l'épreuve, cette originalité faisait la une des journaux économiques.

Malheur au candidat qui utilise les documents sans valeur ajoutée personnelle.

C. Précisions

1. L'alliance des mécanismes, des théories et des faits

Il faut concilier les aspects d'analyse économique (mécanismes, théories) et les faits : ce n'est ni un exercice de modélisation, ni un descriptif pur et simple, une accumulation de faits sans référence aux travaux de la science économique.

La copie doit intégrer du vocabulaire scientifique, des concepts, des mécanismes, des auteurs cités à bon escient. Bref, les copies doivent refléter les apports de la science économique sur le sujet.

Le jury rappelle que le concours Passerelle propose une palette suffisamment étoffée de possibilités d'épreuves pour que les candidats puissent choisir une discipline pour laquelle ils ont quelque chose à dire au regard de leur formation passée. Inutile donc de choisir Economie en pensant que l'on pourra toujours faire de la conversation de salon autour de quelques lieux communs...

2. Quelques remarques sur le contenu...

Des erreurs fréquentes :

- L'erreur la plus fréquente : *la déflation provoque une dépréciation monétaire* : c'est l'inverse. Déflation => revalorisation de la monnaie,
 - en interne (revalorisation de son pouvoir d'achat, exprimé en termes réels)
 - et en externe (revalorisation du taux de change [explication par le parité des pouvoirs d'achat], d'où la tentation de provoquer une déflation pour obtenir une revalorisation du taux de change de la monnaie nationale (politique britannique des années 1920, pour obtenir une revalorisation de la livre sterling afin de la faire remonter à son niveau d'avant-guerre et de pouvoir rétablir sa convertibilité en or à ce niveau. Politique de déflation aux effets internes catastrophiques, critiquée par Keynes)
- *la but de la BCE, c'est qu'il y ait une inflation de 2 % (présenté comme un but à atteindre !)*. Les critères de Maastricht (assez peu présentés en tant que tels), présentent des seuils à ne pas dépasser.
- Attention à la surestimation du poids des exportations dans la demande globale par rapport à celui de la consommation finale et aux exportations

Attention aux connaissances mal assimilées :

- ex : **la courbe de Phillips** : elle est au départ une observation statistique limitée (dans le temps, dans l'espace, et dans son objet : salaires-inflation). Donc, on ne peut mécaniquement la transformer en mécanisme prédictif symétrique sur la relation chômage-déflation.
- Le **modèle IS-LM** mobilisé par certains candidats est souvent mal compris. En particulier, il est difficilement utilisable ici puisque c'est un modèle à prix fixes, ne faisant pas apparaître explicitement les prix et leur éventuelle modification (il aurait fallu plutôt mobiliser le modèle d'offres et de demande globales).
- Les **salaires** : la baisse des salaires n'est pas mécanique en situation de déflation, surtout à l'heure actuelle (rigidité des salaires nominaux : hypothèse de Keynes). L'adaptation, tout aussi négative du point de vue économique et social, se fait par d'autres moyens (flexibilité quantitative : réduction des effectifs, précarisation de certaines catégories, fossé accru entre insiders et outsiders)
- Attention aux clichés journalistiques et polémiques : **Les pays membres de l'Union monétaire n'ont plus la maîtrise de leur politique monétaire**. Non ! ils ne l'ont plus individuellement mais ils l'ont collectivement, au sein de la BCE dont les instances dirigeantes sont constituées de représentants des différents pays membres. D'ailleurs, avant l'euro, les pays faibles avaient perdu de fait la maîtrise de leur politique monétaire puisqu'elle était contrainte par la défense de leur monnaie nationale (politique obligatoire de taux d'intérêt élevés, catastrophique pour l'économie interne ; cas de la France ; la sortie de l'euro les feraient retomber dans cette situation)
- Attention aux imprécisions de vocabulaire : « les **États** européens » employé à la place de « les **pays** européens ». Le terme État désigne une instance de pouvoir, pas un pays.

3. Références pour préparer l'épreuve.

Il est demandé aux candidats de préparer l'ensemble du programme du concours et de ne pas penser traiter le sujet à travers le prisme du seul cours d'économie éventuellement suivi durant l'année universitaire courante. Pour aider les candidats, signalons :

- l'ouvrage coordonné par A. Beitone, *Économie, sociologie et histoire du monde contemporain*, aux éditions Bréal, fournit un cadre de préparation de grande qua-

lité. Tout son contenu n'est pas exigible. Il permet de se mettre à jour rapidement sur tel ou tel point aussi bien du point de vue de l'analyse que de l'histoire économique

- Le *Dictionnaire des sciences économiques* d'A. Beitone, A. Cazorla, C. Dollo et A. - M. Draï édité chez Armand Colin serait d'un usage salutaire pour acquérir le sens des notions au gré des révisions.
- La revue *Alternatives Économiques* publie chaque année deux hors-série, l'un sur l'économie nationale, l'autre sur l'économie mondiale : il y a là un balayage systématique et sérieux des thèmes actuels avec des mises en perspective historique.
- La consultation des numéros récents des *Cahiers Français* à la Documentation Française permet de lire quelques articles synthétiques très intéressants.
- Signalons enfin deux ouvrages de poche bien commodes publiés chaque année depuis plus de dix ans à La Découverte dans la collection Repères : *L'économie française* avec la collaboration de l'OFCE et *L'économie mondiale* avec la collaboration du CEPII. Dans un format très court mais dense et rigoureux scientifiquement, les candidats trouveront des synthèses remarquables sur les thèmes qui les préoccupent.

La préparation à cette épreuve doit intégrer l'acquisition de connaissances minimales sur les grands traits de l'histoire économique depuis 1945.

2. Proposition de corrigé (plan détaillé)

Il n'y a pas qu'une seule manière de traiter un sujet : plusieurs types de plans peuvent être envisagés (en particulier, il est absurde de s'imposer a priori de faire deux ou trois parties). De nombreuses copies ont obtenu de très bonnes notes avec d'autres plans, d'autres approches que celle proposée.

Ce qui compte, c'est la pertinence, la logique, la clarté des démonstrations permettant de traiter le sujet.

La rédaction qui suit propose un tour de la question qui pouvait être plus ou moins développé selon les connaissances du candidat dans le temps imparti qui rappelons-le est bref. Il faut cependant rédiger un texte dense et argumenté et non un bavardage approximatif.

Attention - Le corrigé qui suit n'est pas une rédaction intégrale : il pose des axes détaillés à développer et à illustrer. -

Notez en particulier qu'un candidat ayant des connaissances en histoire économique aurait pu utiliser des situations issues du XIX^e siècle sur le sujet de manière plus poussée.

Introduction :

1) On amène le sujet (on définit les termes du sujet au fur et à mesure de leur emploi dans la rédaction)

- Longtemps, dans la période contemporaine, la préoccupation principale a été l'inflation (carré magique de N. Kaldor)
- Or depuis quelques temps, on voit réapparaître le spectre de la déflation, c'est-à-dire, au sens étroit, une baisse du niveau général des prix, associé, dans une conception plus large de ce déséquilibre économique, la baisse du niveau de l'activité et de l'emploi
- C'est ce que l'on observe dans la période actuelle : désinflation réussie, trop réussie ? (tensions déflationnistes)

2) On pose le problème (les mots de liaison contenus dans le sujet permettent de s'approprier le sens de la question posée)

Exposez la problématique en rédigeant un texte avec les éléments déjà exposés supra §1.B.2. Non repris ici.

3) On annonce le plan et l'idée générale : *il s'agit de construire une phrase de manière à indiquer la thèse et annoncer la progression de l'argumentation sans ambiguïté (elle peut être construite comme un quasi-assemblage des phases titres des parties de niveau 1)*

I. La déflation est redoutée parce que ses effets spontanés, en dehors de toute intervention de l'État, sont très négatifs. De plus, la déflation tend à s'autoentretenir et même à s'aggraver.

A. La déflation provoque immédiatement un effet délétère sur les conditions d'endettement (l'effet Fisher)

1) La baisse du niveau général des prix augmente la valeur du taux d'intérêt réel (flux)

La baisse des prix provoque la hausse des taux d'intérêts réels. La baisse des prix augmente le taux d'intérêt réel ; le pouvoir d'achat que doivent transférer les débiteurs pour rembourser leurs créanciers augmente.

Les débiteurs ont donc du mal à rembourser leurs créanciers ; faillites et insolvabilités dépriment l'activité économique.

2) La baisse du niveau général des prix accroît la valeur des dettes (stocks)

Selon Fisher, le mécanisme de déflation par la dette qui a fonctionné pendant les années 30 a aggravé la dépression : après la crise financière de 1929, les agents économiques (entreprises et ménages) qui se retrouvent fortement endettés vendent leurs actifs financiers pour tenter de rembourser leur dette mais ces ventes massives font baisser les prix, ce qui accroît finalement la valeur réelle de la dette et nécessite de nouvelles ventes d'actifs : « Pour chaque dollar remboursé, les agents accroissent d'autant le montant de leur dette. ». Cela peut être étendu aux administrations publiques même si la soutenabilité d'une dette publique repose sur des conditions particulières. C'est la « déflation par la dette ».

B. La dégradation des anticipations provoque une diminution de la demande globale (Effet Keynes)

1) Les anticipations des entreprises se dégradent Marges - investissement - salaires

Les entreprises sont les agents qui ont vocation à s'endetter : en ce sens, elles sont particulièrement sensibles aux conditions d'emprunt.

La charge réelle d'endettement accrue et la baisse des prix qui réduit les recettes des entreprises rongent les marges bénéficiaires de ces dernières.

L'investissement recule et les salaires subissent une pression à la baisse.

2) Les ménages entrent dans le jeu

La baisse des revenus des ménages dégrade les perspectives de production des entreprises ; cela dégrade à son tour l'emploi requis pour produire et alimente la hausse du chômage (et pèse sur les salaires).

3) Les anticipations

Il y a une dégradation générale des anticipations des producteurs comme des consommateurs.

Anticipant de nouvelles baisses de prix, ils reportent leurs achats de biens de consommation et de biens de production. Pourquoi acheter aujourd'hui ce que l'on devrait pouvoir acheter moins cher demain ? Il y a un risque de thésaurisation excessive retirant de la monnaie des circuits productifs (préférence pour la liquidité excessive).

La dégradation de l'investissement et de la consommation, les deux composantes de la demande effective, pousse les entrepreneurs à percevoir un avenir dégradé : leurs anticipations sont dépressives. À partir de là, le niveau de production mis en œuvre correspondant à la demande effective anticipée se dégrade et le niveau d'emploi requis est moindre provoquant l'augmentation du chômage.

C. Cette situation se nourrit elle-même : la déflation s'auto-entretient (le « cercle vicieux » de la déflation) et déboucle sur une spirale déflationniste

1) Le mécanisme :

La dégradation générale des anticipations provoque une diminution de la demande globale qui pousse le niveau général des prix. Les mécanismes d'autorégulation envisagés par les classiques (Say) et les néoclassiques (Pigou) ne jouent pas. Enseignement robuste des débuts de la crise de 1929 (pour s'en tenir à ce seul exemple) : l'effet d'encaisses réelles (effet Pigou) ne fonctionne pas dans les faits (l'effet Keynes domine largement)

Ce caractère est accentué, à l'heure actuelle par l'importance de l'endettement des agents privés (entreprises, ménages) : utilisation du schéma du document 2 (la baisse des prix provoque la baisse des prix) (phénomène de causalité circulaire)

Éclairage par la mobilisation des grands mécanismes amplificateurs : effet d'accélération [de la demande finale sur l'investissement] (Aftalion), qui déclenche l'effet multiplicateur [de l'investissement sur le revenu global], Keynes). Leur interaction est d'autant plus forte que la propension à consommer est forte (oscillateur de Samuelson)

2) L'internationalisation des économies accentue le phénomène

Les débouchés extérieurs prennent difficilement le relais (déflation = gain de compétitivité prix mais revalorisation de la monnaie nationale pénalisant les exportations et encourageant les importations)

Le principe (contagion => effets de revenu négatifs en retour, J. Lecaillon, modèle de pays interdépendants) ; poids de la concurrence internationale => prix (des biens, du travail) orientés à la baisse) + stimulation du progrès technique, ce qui renforce les tendances déflationnistes. Le cas de l'Union européenne (interdépendance conjoncturelle forte)

Phénomène accentué, à l'heure actuelle, dans nos économies financiarisées et mondialisées, par les effets induits du désendettement : Explication du schéma : reprise du schéma du doc 2 : au « 2e tour » (non explicitement figuré) le niveau des prix est encore plus bas (spirale)...

Conclusion partielle

II. La déflation est d'autant plus redoutée que, à l'heure actuelle, les moyens de politique économique pour lutter contre elle sont d'une efficacité limitée, sont concurrencés par d'autres objectifs et sont d'une mise en œuvre difficile.

A. Le retour dans l'urgence à des solutions keynésiennes en matière de politique conjoncturelle se heurte à d'importantes limites :

1) La leçon des années 30 conduit à intervenir:

La crise des années 1930 a montré la nécessité d'intervenir plutôt que d'attendre le jeu autorégulateur de l'effet d'encaisse réelle qui ne se manifeste pas.

La politique monétaire restrictive accroît la déflation.

Un soutien budgétaire à l'activité peut avoir de l'efficacité s'il arrive à modifier les anticipations.

2) Mais ces instruments peuvent être inefficaces

La politique monétaire expansionniste peut se heurter à une situation de trappe à liquidité et atteindre le point d'inefficacité de la baisse des taux directeurs par la banque centrale. D'où la tentative de politiques dites non-conventionnelles (Quantitative easing) aux effets improbables et risquant d'alimenter la spéculation financière déstabilisatrice dans une nouvelle bulle.

La politique budgétaire est difficile à mener tant les marges de manœuvre financières des États sont contraintes par le niveau de l'endettement passé : La charge croissante du service de la dette risque pour les uns (néoclassiques) d'évincer la dépense privée, ou en tout cas bloque tout surcroît de dépense à des fins de relance de l'activité.

Les politiques de reflation ne sont donc pas a priori soutenables financièrement.

B. De plus la prégnance de l'orthodoxie néoclassique conduit à des politiques d'assainissement qui concurrencent l'objectif de lutte contre les tendances déflationnistes

1) Le contexte

Malgré le recours à des solutions d'urgence de type keynésien, les principes en vigueur restent d'orientation néoclassique : il faut rembourser la dette au plus vite, coûte que coûte. (Débat à rallonge sur la Grèce, situations de l'Italie, de l'Espagne, etc...)

La financiarisation des économies donne un poids déterminant aux détenteurs de capitaux (la déflation est favorable aux crédateurs) et il faut les rassurer pour lever de nouveaux fonds.

2) Le risque est d'enclencher la déflation par la dette (Fisher) et d'aggraver la déflation par un désendettement trop rapide

Une réduction trop rapide de l'endettement et des déficits publics en particulier aujourd'hui alimenterait la progression de la dette : cela serait pire que le problème initial et aggraverait la crise, voire provoquerait la déflation.

Cela ne dispense pas d'agir en réduisant les gaspillages, quitte à réallouer les sommes à des actions plus efficaces.

D'où les débats sur le rythme d'assainissement financier.

C. Les politiques pouvant espérer avoir de l'efficacité semblent demander un courage politique pour l'instant hors de portée ce qui rendrait dangereuse l'éventuelle survenance de la déflation

1) Seules des politiques coopératives donnant priorité à l'activité seraient efficaces mais elles ont du mal à se mettre en place

Les politiques de soutien de l'activité à court terme ont des avantages dans des économies interdépendantes (J. Lecaillon). Mais cela suppose des stratégies coopératives : même le cadre européen s'avère source de difficulté, outre les habituels problèmes d'instabilité des stratégies coopératives (Dilemme du prisonnier).

L'incomplétude de la construction européenne (l'euro orphelin d'institutions publiques politiques avancées) : les apports des analyses en matière de zone monétaire optimale et l'intégration fiscale (critère de Johnson).

La modicité du plan de relance européen (Plan Juncker) et la lenteur de sa mise en place laissent parfois au regard de la situation actuelle (Domaines pourtant porteurs des infrastructures et de la transition énergétique par exemple).

2) Des mesures structurelles réglementaires peuvent être efficaces mais elles se heurtent à des blocages politiques empêchant la construction d'un nouveau cadre favorable pour l'activité

L'action à court terme difficile n'empêche pas de conduire des réformes à moyen long terme en accompagnement. L'exemple du New Deal de Roosevelt dans les années 1930 est important, non pas pour les grands travaux dans la vallée du Tennessee même si cela préfigure des relances par l'investissement public, mais pour l'œuvre réformatrice dans le social, l'organisation des marchés, les réglementations bancaires, la fiscalité.

Pour aujourd'hui face aux risques éventuels de déflation, la politique réglementaire peut concourir à préparer la reprise d'activité par des réformes dans le domaine bancaire, des professions réglementées lorsqu'il y a captation de rente, des réformes administratives (de la simplification des formalités à celle de l'organisation politique), l'amélioration de l'efficacité des services publics (usage accru des TIC, chasse aux doublons, etc....).

Il s'agit de préparer la remise en route d'un appareil productif en partie inhibé en réformant mais la difficulté à réformer laisse à penser que l'instrument réglementaire est paralysé, contribuant à bloquer à défaut de réduire l'activité réelle (cf. définition large de la déflation).

Conclusion générale

1) Reprise : de l'idée générale (intro3)

2) Ouverture :

la déflation semble à ce jour écartée : la faiblesse de la progression des prix semble plutôt due à la concurrence issue de la mondialisation de la production et des échanges, à la détente des prix des matières premières du fait du ralentissement de la croissance dans de nombreux pays et aux effets de la mise en production de gisements de pétrole de schistes.

Certains pays ont connu des baisses de prix, mais dues aux politiques d'austérité très violentes (Grèce, Espagne et Italie).

Reste l'activité bridée de trop nombreux pays.